



A Melun, le 14 janvier 2021

## COMMUNIQUÉ CTL DU 14 JANVIER 2021

Monsieur le Président,

Nous traversons une crise sanitaire sans précédent au cours de laquelle les services publics montrent toute leur utilité et importance. Du Président de la République à votre expression sur Ulysse 77, tout le monde est unanime pour souligner que le service public est à la hauteur des attentes de la population.

Cependant, les projets de destruction du service public sont toujours d'actualité. À la DGFIP, alors que nous aurions pu espérer un retrait des réformes ou, à minima, une pause, c'est bien à marche forcée que la mise en place du Nouveau Réseau de Proximité (NRP) s'effectue. La DDFiP 77 n'y échappe pas, entre le NRP et la « relocalisation », la dislocation des services du 77 est en marche.

A cela, vous proposez à l'ordre du jour de ce CTL, 45 nouvelles suppressions d'emplois, venant s'ajouter au 632 déjà effectuées depuis 2002, ainsi que la mise en place des caisses sans numéraire sur deux nouveaux sites. Et comme modalité de dialogue social, vous proposez de nouveau une audioconférence.

Au regard de l'ordre du jour et des modalités de dialogue social comment pourrions-nous siéger aujourd'hui ?

Comment pourrions-nous siéger alors que vous estimez que les conditions de travail sont satisfaisantes dans notre Direction ?

Comment pourrions-nous siéger alors que vous mettez en place le NRP dans l'urgence et que vous estimez que votre vision est la « bonne » sur ce sujet ?

Comment pourrions-nous siéger alors que vous ne prenez en compte ni nos remarques ni nos objections, et mettez en place les réformes « coûte que coûte » ?

Comment pourrions-nous siéger alors que vous ne prenez pas en compte la réalité des services dont vous organisez la pénurie d'emploi ?

Comment pourrions-nous siéger dans ce mode de dialogue social plus que dégradé ?

L'intersyndicale Solidaires Finances Publiques 77 – CGT Finances Publiques 77 – FO DGFIP 77 refuse de participer à ce simulacre de dialogue social censé entériner 45 suppressions d'emplois qui mettront encore plus à mal notre réseau.

L'intersyndicale Solidaires Finances Publiques 77 – CGT Finances Publiques 77 – FO DGFIP 77 condamne fermement ces suppressions d'emplois qui auront un impact négatif sur les conditions de travail des agent·es, déjà fortement dégradées : explosion des charges de travail, pressions de plus en plus fortes, perspectives d'avenir sombres, ces suppressions d'emplois ne viendront qu'accentuer un climat bien délétère.

Dans le contexte sanitaire actuel et l'organisation du travail en découlant, l'épuisement physique et moral, le mal-être des agent·es, que ce soit en télétravail ou en présentiel, sont de plus en plus importants.

Avec ces suppressions d'emplois, vous allez fragiliser encore un peu plus les services et les agent·es. Pour exemple, des structures nouvellement créées au 1<sup>er</sup> janvier 2021, les Services de Gestion Comptable (SGC) subissent déjà des suppressions d'emplois ! 9 suppressions (6 B et 3 C) seront réparties entre le SGC de Meaux, de Provins et de Coulommiers. Aussitôt mis en place, ces effectifs sont déjà réduits ; et

cela pour un motif abscons, dont vous êtes le seul à comprendre et à utiliser : « la charge par agent est inférieure à la charge moyenne du département » !

L'intersyndicale Solidaires Finances Publiques 77 – CGT Finances Publiques 77 – FO DGFIP 77 ne siègera pas à ce CTL notamment au vu de la piètre qualité du dialogue social, en mode dégradé du fait du recours systématique à l'audioconférence qui ne permet aucun échange, et du profond mépris dont vous faites preuve à l'égard des élu·es au CTL .

Nous ne siégerons pas à ce CTL, car nous refusons catégoriquement de servir de caution à l'administration. Cette dernière obéit au dogme des restrictions budgétaires, qui s'impose au détriment des conditions de travail des agent·es et de la qualité du service public, si importante dans la période que nous traversons.

L'intersyndicale Solidaires Finances Publiques 77 – CGT Finances Publiques 77 – FO DGFIP 77, exige l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois, du NRP, de toutes les réformes destructrices de la DGFIP, ainsi que la création d'emplois statutaires pour la bonne exécution de nos missions.

Par conséquent, monsieur le Président, nous vous demandons de cesser cette politique de démantèlement de nos services, de renoncer à la réforme du NRP et à la suppression de ces 45 emplois.